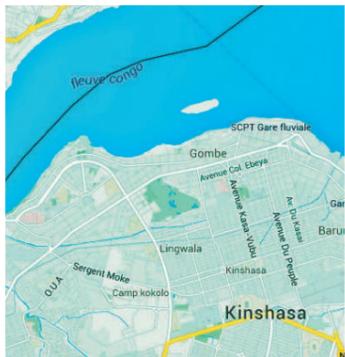


RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2788 - JEUDI 15 DÉCEMBRE 2016

DIALOGUE II

MLC et alliés regagnent la table de discussions

Le Mouvement de libération du Congo (MLC), la quarantaine de partis politiques et une cinquantaine d'organisations de la société civile composant le Front pour le respect de la Constitution ont finalement regagné mercredi la table de négociations directes qui se tiennent au Centre interdiocésain sous la médiation de la Céncó. Ce retour intervient quelques heures seulement après l'audience que le nonce apostolique avait accordée aux délégués de ce regroupement politique qui refusait, jusqu'il y a peu, le quota leur réservé à ces pourparlers qualifiés de la dernière chance.

Ainsi, après diverses tractations, un compromis a été trouvé avec cette plate-forme de l'opposition qui alignera à ces discussions trois représentants au lieu de deux sur le quota de quinze membres réservé à la composante non signataire de l'accord du 18 octobre issu du dernier dialogue.

Page 12



Eve Bazaiba et le directoire du Front (photo Jean Médard Liwoso)

SANTÉ

L'imagerie médicale de la clinique Ngaliema refait peau neuve

Un appareil d'imagerie à résonance magnétique (IRM) et un scanner de seize barrettes sont le fleuron des équipements de la radiologie de la clinique Ngaliema située dans la commune de la Gombe. Le ministre sortant de la Santé publique, Dr Félix Kabange Numbi Mukwampa, a visité ce lot d'équipements composés de plusieurs appareils qui font de cette clinique l'une des institutions sanitaires les mieux équipées d'Afrique centrale. Ces matériels vont permettre à cette structure médicale de faire face aux exigences de la modernité et à l'évolution de la médecine pour détecter toutes sortes de maladies et poser un bon diagnostic fiable. Ces équipements ont été achetés sur fonds propres du gouvernement de la République et constituent un geste remarquable pour le relèvement du secteur de la santé.

Page 12

AFFAIRE MERCENARIAT

Darryl Lewis réclame 4,5 millions de dollars à la RDC



Darryl Lewis posant avec Moïse Katumbi

Sujet américain et conseiller non militaire en matière de sécurité de l'ex-gouverneur du Katanga Moïse Katumbi, Darryl Lewis soupçonné de mercenariat a déposé le 12 décembre auprès de l'ambassade de la RDC à Washington une plainte contre le ministre de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba, et l'administrateur général des services de renseignements, Kalev Mutond, qu'il accuse de l'avoir maltraité pendant les six semaines de

sa détention.

Dans sa plainte, le militaire américain fait état des tortures et d'autres traitements dégradants qu'on lui aurait fait subir sur injonction des deux personnalités précitées. Il réclame la somme de 4,5 millions de dollars en guise de dommages et intérêts. L'affaire reste toujours pendante devant la Cour de district des États-Unis pour le district de Columbia.

Page 13

FOOTBALL/DIVISION I

Deni Kambayi suspend la Linafoot

Le ministre des Sports évoque, pour justifier sa mesure, l'excès des violences dans les stades, le non-respect de la clé de répartition des recettes, les dégâts causés dans les différentes installations sportives non réparés et l'absence de civisme sportif et de bonne conduite des supporters. Cette mesure est conservatoire en attendant l'harmonisation avec la Fédération congolaise de football association (Linafoot), a fait savoir le ministre pour qui les dirigeants des clubs sont dépassés par l'encadrement des supporters, allusion faite aux récentes échauffourées d'après-matches entre ces derniers et les policiers. La décision est cependant boudée par de nombreux sportifs qui font observer qu'elle pourrait influencer sur la forme des joueurs et des clubs engagés dans des compétitions inter clubs de la CAF dont le go sera donné en février 2017.

Page 14

ÉDITORIAL

Paix

Alors que dans quelques jours, quelques heures à peine, prendra fin le mandat du président Joseph Kabila disons ici l'espoir, qui est celui des Congolais des deux rives, de voir la République démocratique du Congo franchir cette étape dans la paix et la sérénité. Présents à Kinshasa depuis plusieurs années, nous sommes en effet bien placés, nous journalistes, pour constater que ce désir est partagé par une très large majorité dans ce pays frère et que les dissensions politiques ayant marqué l'approche de cet événement n'ont en rien diminué cette aspiration légitime.

Oui les Congolais de la rive gauche veulent vivre en paix avec eux-mêmes, oui ils craignent que le désordre s'installe à nouveau dans leur pays, oui ils attendent de leurs dirigeants que ceux-ci fassent preuve de sagesse, oui ils ont conscience qu'une étincelle peut à tout instant bouter le feu dans leur cité, oui ils ont les yeux grand-ouverts sur l'enjeu que représente pour eux et leurs enfants la concorde ou la discorde qui marqueront les temps à venir, oui ils veulent vivre libres.

Nous qui avons subi, de ce côté-ci du fleuve, les terribles dégâts humains et matériels que provoque inévitablement le recours à la violence individuelle ou collective nous savons combien sont profondes et durables les blessures ouvertes par les guerres civiles. Et forts de l'expérience tragique que nous avons vécue il y a un peu moins de vingt ans nous pouvons dire à ceux qui sont aujourd'hui tentés d'utiliser des armes pour se faire entendre à Kinshasa et ailleurs qu'ils seront jugés durement par l'Histoire si par malheur ils en venaient à de telles extrémités.

Il est possible de résoudre de façon pacifique les problèmes de gouvernance qui se posent aujourd'hui à la RDC. Et nombreux sont les hommes ou les institutions qui s'y emploient avec abnégation comme notre propre président, Denis Sassou N'Guesso, comme les plus hauts dignitaires de l'Eglise catholique, comme les représentants des grandes organisations internationales. Puisse leur voix, la voix de la sagesse, être entendue afin que le 19 décembre la vie continue sans drame à Kinshasa et sur toute l'étendue du vaste territoire congolais.

Il n'est aucun problème que l'homme, s'il est raisonnable, ne puisse résoudre de façon pacifique.

Les Dépêches de Brazzaville

DEUXIÈME CONVENTION IDC-FROCAD

René Serge Blanchard Oba en appelle à «une nouvelle opposition»

Au deuxième jour des travaux de la convention Idc-Frocad, qui va s'achever ce 15 décembre, le présidium des assises, dirigé par René Serge Blanchard Oba, a fait devant la presse le point des activités réalisées depuis l'ouverture des travaux. Le président des travaux a surtout incité les membres de la coalition à passer à une «nouvelle opposition» : celle qui privilégie le combat des idées.

Après les discours d'ouverture, a indiqué le rapporteur des travaux, Michel Rodriguez Abiabouti, il a été procédé à la mise en place du présidium des travaux.

Exploitant l'ordre du jour, a-t-il rap-

porté sur la philosophie et les objectifs de cette deuxième convention. Pour lui, il est plus que temps que l'opposition s'attèle à constituer un véritable contrat social avec le peuple. « Il est nécessaire de



René Serge Blanchard Oba, président du présidium des travaux

lé, le coordonnateur national sortant de l'Idc-Frocad, Charles Zacharie Bowao a présenté au plénum des participants le bilan des activités politiques menées depuis le référendum constitutionnel du 25 octobre 2015 jusqu'à ce jour.

C'est à la suite de cet exposé que l'on a procédé, a précisé Rodriguez Abiabouti, à la mise en place de trois commissions, à savoir : bilan et stratégies ; structuration et organigramme ainsi que documents finaux. Ces groupes de réflexion, a-t-il dit, travaillent à huis clos et il a souhaité qu'ils accouchent des résultats appréciables. Le président du présidium des travaux, René Serge Blanchard Oba a situé la

parvenir à en réaliser des fondamentaux notamment la reconstruction de l'appareil social. Je veux évoquer là le difficile accès de l'opposition aux médias d'Etat. Toute la vigueur de nos prises de position ne parvient pas de façon optimale au peuple », a-t-il déclaré. A en croire le président du présidium, il paraît urgent pour l'Idc-Frocad-Cj3m d'imaginer des nouvelles approches afin de permettre à la plateforme politique de s'imposer sur l'échiquier national voire international. « Il s'agira d'une nouvelle opposition qui va réussir à imposer le combat des idées, qui sera opposé aux provocations vaines », a-t-il renchéri.

ment où il faut montrer que des choses essentielles sont en cause », a-t-il insisté. Il a appelé les hommes politiques de l'opposition et de la majorité à la reconfiguration de leur logiciel mental. Car, a-t-il dit, s'il n'y a pas de combat d'idées, il n'y a pas de vie politique. « Tournons la tête et regardons-nous. Que nous a opposé la majorité depuis le début du débat sur le changement de la Constitution et ses effets ? La majorité et l'opposition auraient pu ouvrir un débat juridique et politique qui devrait forcer le respect des observateurs. On a escamoté ce débat politique », a-t-il conclu.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERSES

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Directeur : Philippe Garcia
Assistante : Sylvia Adhass

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-presses : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 983 9227 / (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

FIBRE OPTIQUE

L'exploitation du système confiée à la société italienne CGT Electronica Spa

Un Accord-cadre signé le 8 décembre dernier à Rome (Italie) entre le ministre congolais des Postes et Télécommunications, Léon Juste Ibombo, et l'administrateur de l'entreprise italienne, Michele Grifa, confie à l'entreprise italienne la gestion des réseaux de communications électroniques et des services télématiques.

« Le présent accord-cadre a pour but de définir le cadre général d'un partenariat entre le gouvernement du Congo et CGT Electronica Spa en vue de réaliser toutes les actions nécessaires à l'atteinte des objectifs fixés (...) », selon les termes de cet accord-cadre, indiquant que la mission de la société contractante est d'apporter au gouvernement congolais l'appui multiforme et le savoir-faire nécessaire dans la réalisation de sa politique en matière de TIC. Il s'agit, en ce qui concerne les réseaux de communications électroniques, de réaliser des études, conseils techniques, installations, surveillances et contrôles des systèmes de transmission et de sécurité dans ces réseaux au Congo. En matière de services télématiques, CGT Electronica Spa devra aussi réaliser, outre les études et conseils techniques, l'installation des sys-



Les deux parties lors de la signature de l'accord-cadre

tèmes audio-vidéo dans le pays. La cérémonie de signature de ce contrat s'est déroulée dans la capitale italienne, en présence de l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Congo en Italie, Mamadou Kamara Dekamo.

A travers cet accord, rassure le ministre Léon Juste Ibombo, le gouvernement affiche sa ferme volonté de poursuivre résolument l'érection d'une société de l'Information équitable et ouverte à tous au Congo, notamment grâce au dévelop-

pement des partenariats public-privé. « Le but de notre mission en Italie est de trouver des partenaires pouvant accompagner le gouvernement à bâtir une société de savoir et de TIC. Nous avons trouvé ici un partenaire qui

peut nous accompagner et qui dispose de technologies nécessaires », a déclaré en substance le membre du gouvernement.

CGT Electronica Spa étant une compagnie italienne œuvrant dans l'industrie de l'électronique et des télécommunications a pour champ d'actions des organismes publics nationaux et internationaux.

Les deux parties se sont engagées à bâtir une collaboration matérialisée par le présent accord-cadre, s'efforçant davantage d'assurer la mise en œuvre efficace de leur engagement. Dans ce texte, la responsabilité du gouvernement congolais consiste à développer un partenariat adéquat avec la société cocontractante en vue de la réalisation de sa politique en matière de TIC.

Signalons que cet accord représente uniquement une déclaration d'intention et ne crée aucune obligation légale liant les deux parties. « Tout différend qui pourrait survenir relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord-cadre fera l'objet d'un règlement à l'amiable par négociation directe entre les parties », conclut le document.

Fiacre Kombo

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les femmes de la Cuvette invitées à initier de grands projets

La présidente de l'association des « Femmes de la Cuvette vision et développement durable », Lydie Pongault a invité le 10 décembre, les femmes du département de la Cuvette à envisager des grands projets afin de bénéficier des crédits alloués par des institutions dans divers domaines et selon la spécificité de chaque localité.

Lydie Pongault a lancé l'appel lors de l'assemblée générale ordinaire tenue à Owando, consacrée à l'adoption des documents de base ci-après : rapport d'activités, rapport financier 2016, budget prévisionnel et le rapport d'orientation 2017.

L'assemblée a réuni les femmes venues de Brazzaville et des neuf districts du département de la Cuvette : Loukoléla ; Mossaka ; Ntokou ; Tchikapika ; Oyo ; Boundji ; Ngoko ; Makoua et Owando la ville hôte.

Après examen des rapports de chaque bureau, il ressort qu'au cours des années 2015 et 2016, l'association a été confrontée aux problèmes d'absentéisme et de cotisa-

tions. Le débat a porté sur la manière dont les documents doivent être confectionnés et présentés à l'assemblée générale ainsi que les postes à pourvoir.

La présidente a invité les membres de l'association à mener des actions à caractère économique en vue d'un développement durable du département de la Cuvette. « Les membres doivent sensibiliser la population en expliquant le pourquoi de l'association. Les FCV2D est une association avec des membres actives et engagées pour développer le département », a-t-elle déclaré.

Sur la même lancée, Lydie Pongault a exhorté les membres de FCV2D à ne pas se limiter à la production de quatre hectares de champs de maniocs et aux micros finances, les demandant de se regrouper également en coopératives.

Les districts de Ntokou, Ngoko, Mossaka, Loukoléla sont enclavés

L'administrateur maire de Loukoléla, Monique Mouko l'a souligné lors de la présentation des rapports d'activités



La photo de famille des FCV2D/Adiac

2016. Selon elle, ces localités sont exposées aux problèmes d'électricité et d'adduction d'eau. Des difficultés qui constituent un frein pour la pratique de l'agriculture et l'élevage, pour le développement des localités en particulier et du département en général. « Nous avons besoin des spécialistes dans chaque domaine car on ne peut admettre que dans certaines

localités qui sont arrosées d'eau telles que Loukoléla, les champs de ciboules soient frappés par la sécheresse », a-t-elle conclu.

Notons que l'association « Femmes de la Cuvette vision et développement durable », a été créée le 1er août 2015, à Owando. Le but principal est de promouvoir l'implication des femmes de la Cuvette dans le développement du-

rable de leur département.

Elle a pour objectif d'œuvrer à l'autonomisation des femmes de la Cuvette en milieu rural et urbain, en développant les activités d'éducation et de formation dans leurs domaines respectifs et de promouvoir les initiatives de création de structures d'insertion économique, associatives et culturelles.

Lydie Gisèle Oko

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN STATISTIQUES

Un budget de plus de 5 milliards FCFA pour l'exercice 2017

Le comité de pilotage du Projet de renforcement des capacités en statistiques (Pstat) a adopté à l'issue de sa deuxième session annuelle, tenue le 14 décembre à Brazzaville, le plan de travail et le budget annuel (PTBA) pour l'année 2017.

Estimé à 5.645.725.368 FCFA, ce budget est cofinancé par le Congo et la Banque mondiale (BM), respectivement à hauteur de 85, 5% et 14,5%. Décliné en cinq axes, les activités à développer porteront notamment sur le développement institutionnel. Il s'agira de soutenir les principales fonctions du Système national des statistiques et de la Commission supérieure de la statistique. Autre objectif : la production des statistiques selon les normes et standards internationaux.

Le deuxième axe concerne la production des données, leur diffusion et utilisation. Le champ d'action dédié à cette composante couvre donc les activités d'appui à la production en temps réel des données multisectorielles. La diffusion et la promotion des statistiques à la communauté scientifique, aux entreprises, aux décideurs, aux étudiants etc., seront aussi menées.

En outre, l'objectif poursuivi à travers l'axe portant sur la gestion du projet Pstat est la créa-

tion des conditions relatives à la mise en œuvre des activités tels : l'élaboration des plans et budgets annuels 2018, le paiement des services techniques consultatifs...

Signalons de façon globale qu'en 2016, 45% d'activités ont été achevées, 33% partiellement exécutées et 22% entamées.

Fruit de la coopération entre le Congo et la Banque mondiale, le Pstat doté d'un budget de 16 milliards FCFA et dont la convention de financement a été signée en 2014, pour une durée de cinq ans, a atteint vingt mois de mise en œuvre depuis son entrée en vigueur en avril 2015.

Lopelle Mboussa Gassia

GESTION DES CATASTROPHES

Le Congo confronté à différents types de risques

Le ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Antoinette Dinga Dzondo a souligné le 13 décembre, la nécessité de prévenir, planifier et réduire les risques des catastrophes afin de protéger les populations et leurs moyens d'existence.

Antoinette Dinga Dzondo, l'a fait savoir à l'ouverture de l'atelier de validation de la stratégie nationale de prévention et de gestion des catastrophes et son plan d'action en République du Congo. Elle a expliqué que le Congo a enregistré de nombreuses catastrophes dont l'impact et conséquences se traduisent par la forte demande d'assistance humanitaire du ministère en terme de

pation des sols.

Pour le Coordonnateur-résident des Agences des Nations unies, Antony Bohamah Ohemeng, le Congo a enregistré ces dernières années, quarante-quatre événements ayant entraîné 2.094 décès. De 2013 à 2015, les pluies diluviennes ; vents violents ; inondations ; éboulements ; incendies et autres ont occasionné 103.179 sinistrés.

Il a indiqué ensuite que : « l'exposition et la vulnérabilité du Congo sont principalement liées à la spécificité de sa situation climatique ; géologique ; hydrologique ; géographique mais surtout des facteurs socio-économiques et environnementaux aggravants, qui favorisent ces phénomènes et les risques qu'ils



La ministre Dinga Dzondo, ouvrant les travaux de l'atelier

milliards de francs CFA.

Ces catastrophes, poursuit-elle, ont engendré les risques tels que les accidents de transport ; inondations ; vents violents ; explosions qui ont occasionné des pertes en vies humaines ; dégâts matériels ; destruction des habitats et des infrastructures ; perte des moyens de subsistance et déplacement massif de la population ainsi que la mauvaise occu-

entraînement, parmi lesquels figurent notamment le phénomène d'urbanisation et le changement climatique ».

Notons que les travaux de cet atelier dureront trois jours, au cours desquels les discussions porteront sur le document de la stratégie nationale de prévention et de gestion des catastrophes et son plan d'action en République du Congo.

Lydie Gisèle Oko

CIESPAC

L'établissement rouvre les portes en se dotant d'un cycle de Master

Le Centre Inter-Etats d'enseignement supérieur en santé publique d'Afrique centrale (Ciespac) a lancé l'année académique 2016-2017, le 14 décembre, après plusieurs années d'arrêt d'activités. Cette reprise des cours est marquée par l'ouverture du cycle de Master en santé publique.

Pour ce premier cycle de Master 1, vingt-six étudiants venus de tous les pays de la sous-région y sont admis.

Pendant deux semestres, soit 60 crédits au total, ces étudiants suivront de manière assidue, une formation généralisée, en tronc commun, portant sur la technique de gestion en santé

suivront des enseignements sur quatre spécialités, notamment : la gestion des programmes de lutte contre les Endemo-épidémies (GPEE) ; la gestion des établissements et services de santé (GESS) ; l'hygiène, qualité, sécurité de l'eau et des aliments (HQSA) ainsi que la Santé communautaire et promotion de la santé (SCPS).

« Les spécialités prévues dans le cadre du curricula et du profile pédagogique de ce Master, permettront d'assurer une formation de qualité adaptée aux besoins de la sous-région en matière de santé publique », a souligné le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, qui a pa-

4 millions d'agents de santé d'ici 2030.

En guise de cours inaugural, une leçon sur la lutte contre la maladie, notamment le cancer, a été présentée par le Professeur Charles Ngombé Mbalawa.

Il ressort de cette présentation vidéo-projetée qu'il existe plusieurs sortes de cancer dont les plus fréquents sont le cancer de la prostate chez l'homme et ceux du col de l'utérus et du sein chez la femme.

En ouvrant le cycle de Master, le Ciespac vise à donner aux apprenants les compétences professionnelles en santé publique, dans le cadre de la résolution et la prévention des problèmes de santé publique et de la promo-



Une vue des responsables lors du lancement de l'année académique 2016-2017 photo Adiac

publique ; les fondements et méthodes en biostatistique et épidémiologie.

En même temps, ils apprendront la gestion de l'informatique en santé publique ; le droit, l'éthique et l'anthropologie ainsi que l'anglais appliqué à la santé publique. En Master 2, qui sera effectif l'année prochaine, les étudiants

trouneront la cérémonie.

La représentante de l'OMS au Congo, Fatoumata Binta Diallo a affirmé que la réouverture de cet institut sous-régional de santé publique, vient à point nommé renforcer le dispositif de formation des agents de santé, au moment où l'Afrique a besoin de

tion de la santé.

Basé à Brazzaville en République du Congo, le Ciespac a été créé en 1981 par la résolution du comité ministériel Inter-Etats. Ses activités ont été brutalement suspendues en 1997 du fait de la guerre civile dite du 5 juin.

Firmin Oyé

ADK

Le successeur de Bernard Yves Mahoungou Massila connu en avril prochain

L'assemblée générale nationale de l'Association pour le développement du district de Kimongo (ADK), dans le département du Pool se tiendra le 1er avril 2017 à Brazzaville

La date a été retenue à l'issue de la session extraordinaire du conseil national de l'ADK, tenue le 10 décembre à la préfecture de Brazzaville. L'enjeu étant la désignation du successeur du président Bernard Yves Mahoungou Massila, décédé en juin dernier. Le choix de Brazzaville a été confirmé au termes des échanges houleux suite à la situation sécuritaire qui prévaut actuellement dans le département du Pool. Cette situation ne permettrait pas le déplacement massif des participants vers Brazzaville.

Mais c'est une délibération prise en 2003 qui a mis d'accord les membres du conseil national de l'ADK, venus de Kimongo, Dolisie, Madingou, Sibiti, Nkayi et Pointe-Noire. En effet, cette délibération voudrait que les assemblées générales nationales soient tournantes. Ainsi, Dolisie avait abrité ces assises en 2001, Kimongo en 2003, Nkayi en 2007, Pointe-Noire en 2010 et Loudima en 2013.

Notons que les travaux de la session extraordinaire de l'ADK, présidés par la présidente par intérim, Aline Sona, ont également permis aux participants de relancer les activités liées à la tenue de sa 6e assemblée générale nationale. Rappelons que ces assises avaient été programmées pour le 11 août dernier avant le décès de son président.

Parfait Wilfried Douniama

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Le collectif des directeurs généraux relevés dénonce une campagne de diffamation

Le collectif des anciens directeurs généraux du ministère de la Santé et de la Population, récemment relevés de leurs fonctions respectives a, dans un communiqué de presse, porté un démenti aux mensonges et rumeurs qui courent suite à leur éviction.



Le Pr Alexis Elira Dokekias ; crédit photo Adiac

« Les faits révélés par la presse sur de prétendus détournements des fonds publics tantôt 3, tantôt 5 milliards FCFA, destinés aux médicaments antirétroviraux sont faux et ne correspondent qu'aux inventions de leurs auteurs », indique le communiqué signé par le professeur Alexis Elira Dokekias au nom du collectif.

Selon lui, les directeurs généraux ne gèrent pas les fonds destinés aux médicaments et ne sont ni ordonnateurs, ni comptables des budgets alloués par l'Etat. C'est ainsi qu'il renvoie les auteurs de cette campagne de diffamation vérifier auprès des chaînes de dépenses publiques, services habilités à commander des médicaments, qui les reçoivent et gèrent les fonds qui y sont alloués.

« Tout le bruit, toutes les rumeurs ne correspondent qu'à la calomnie qui vise à salir l'honneur des cadres

intègres cités par la presse. Nous invitons les auteurs à publier les preuves des détournements annoncés. Nous sommes également disposés en retour à nous pourvoir en justice contre les accusations fausses et grossières », a menacé le désormais ancien directeur général des hôpitaux et de l'organisation des soins p. i, Alexis Elira Dokekias qui est remplacé par Ulrich Judaicël Biez.

Rappelons que la ministre de la Santé et de la Population, Jacqueline Lydia Mikolo, a relevé sept directeurs généraux de leurs fonctions.

Il s'agit des Pr Obengui, Gontrand Ondzotto et Alexis Elira Dokekias, des Dr Jean Bertin Mouankié, Nicolas Ngoubili et Amélia Flore Régine Bokilo ainsi que Yolande Valérie Yvonne Voumbo Matoumona.

Parfait Wilfried Douniama

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

En vue du recrutement d'un consultant pour élaboration et Pré Tester les supports de communication communautaire de la tuberculose du guide suivi-évaluation.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Note conceptuelle Unique de lutte contre le VIH-sida et la Tuberculose en République du Congo ».

La Croix-Rouge française Bénéficiaire Principal communautaire du Nouveau Mécanisme de Financement du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, recherche un consultant national pour la mise en œuvre des services cités ci-dessus.

Le Coordonnateur du projet invite les individus et bureaux d'études intéressés par le présent avis, à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrit ci-dessus :

Profil du consultant

Le consultant doit être titulaire au moins d'un diplôme universitaire supérieur en santé publique, et prouver une bonne connaissance et/ou expérience solide dans les domaines suivants :

- Expérience dans des projets ou programmes de lutte contre la tuberculose
- Expérience dans des projets ou programmes de sensibilisation
- Expérience dans la conception de supports de communication visuels
- Expérience dans des projets ou programmes de santé communautaire serait un atout
- Expérience dans les projets ou programmes de lutte contre le VIH serait un atout
- Excellentes connaissances en matière de prévention de la tuberculose et du VIH
- Maîtrise des outils informatiques Word, PowerPoint, Internet, logiciels de création visuelle
- Bonnes capacités rédactionnelles
- Bonne maîtrise du français (écrit et parlé)

• Bonne maîtrise d'au moins une des langues principales parlées au Congo (Lingala, Kituba)

- Pédagogie
- Sens de l'adaptation
- Pro-activité et sens de l'initiative

Les consultants intéressés doivent soumettre leur CV, une lettre de motivation et une offre comprenant :

Une description de la méthodologie et des outils proposés

Un chronogramme provisoire

Un budget détaillé

Les termes de référence indiquant toutes les informations nécessaires sont disponibles au secrétariat de la Croix-Rouge française, sise au N° 290 ter Batignolles sur la route de l'aéroport, dans l'enceinte de l'ASECNA (en face de l'hôtel de l'aéroport), Brazzaville ou sur demande par voie électronique à l'adresse suivante : secretugp-congo.frc@croix-rouge.fr

Adresse de soumission

Les candidatures devront être adressées au coordonnateur du projet et déposées sous pli-fermé au secrétariat de la Croix-Rouge française à l'adresse indiquée ci-dessus, avec la mention « avis de recrutement d'un consultant pour élaboration et Pré Tester les supports de communication communautaire de la tuberculose du guide suivi-évaluation », ou par voie électronique : secretugp-congo.frc@croix-rouge.fr

Avec copie :

- respugp-congo.frc@croix-rouge.fr
- hod-congo.frc@croix-rouge.fr

La date de clôture de dépôt des candidatures est fixée au plus tard le 03 janvier 2017 à 16 h 30.

Fait à Brazzaville le 14 décembre 2016
Nzaire BAKALA
Coordonnateur du projet

IN MEMORIAM

Le temps qui passe ne peut effacer ni la douleur ni le souvenir d'un être cher.

15 décembre 2015 - 15 décembre 2016, voici un (01) an jour pour jour que le Seigneur notre Dieu, appelait à lui sa servante madame Itoua née Oniangue Lydia Gerlinde Ester.

En cette date commémorative, Jean-claude Itoua, ses enfants et famille prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour elle.

Que son âme repose en paix.



PROGRAMME RELATIF AUX OBSÈQUES DE L'ENFANT NTOUNTA MANASSÉ RENÉ ANDRÉ

Jeudi 15 décembre 2016

09h; levée du corps a la morgue municipale de Brazzaville(CHU) suivi d'un recueillement sur place au VIP

11H 30 Départ pour l'église notre dame de Fatima (mpila)

12h Messe de requiem a la paroisse notre dame de Fatima

13h30 Départ pour le cimetière BOUKA

15h fin de la cérémonie



NECROLOGIE

Le patron de l'hôtel Mikhael's et de Sitra Congo, monsieur Najib Khoury Mikhaël, les enfants Naji, Leila, Yara et Tara Khoury Mikhaël ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur sœur et tante Yvette Khoury Mikhaël survenu le vendredi 9 décembre 2016 à 17h 03 à Tartej (Liban) des suites d'une maladie.

La veillée mortuaire s'est tenu au domicile familial, sis village Tartej au Liban.



Le 18 décembre 1998, notre chère frère le Colonel de la Gendarmerie David Théodore Loundou "Boudha" quittait la terre des hommes.

A l'occasion de l'an 18 de son rappel à Dieu, Henri Loundou, directeur général de la comptabilité publique, ses frères et sœurs, prient tous ceux qui l'ont connu et aimé l'illustre disparu d'avoir une pensée pieuse pour lui.

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONSMusée
du Bassin du Congo

Spécial exposition vente " Planète Bigarrée II "

Peinture - Sculpture moderne - Céramique et Musique

du 14 décembre 2016
au 14 janvier 2017Pour vos cadeaux de fin d'année et nouvel an,
pensez aux objets d'art.LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLEIMPRIMERIE DU
BASSIN DU CONGO

(+242) 06 666 7065 / 05 785 6570

situé 84 Boulevard Denis Sassou-Nguesso Immeuble les manguiers - Mpila
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

DISTRICT D'ABALA

Les travaux de réhabilitation
de la piste agricole Itomba-
Eboyo exécutés à 90%

Le constat est du député de la circonscription électorale unique d'Abala, dans le département des Plateaux, François Tsimba, au sortir d'une mission de contrôle de quelques chantiers en cours d'exécution dans cette partie du pays



François Tsimba visitant la route en compagnie des chefs de village

Cofinancés par la Banque mondiale et l'Etat congolais dans le cadre du Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (Pdarp), les travaux de réhabilitation de la piste agricole Itomba-Eboyo sont actuellement exécutés à hauteur de 90%. C'est l'entreprise Cissé qui est à pied d'œuvre sur ce tronçon qui relie les zones Lebomo et Mpama, deux grands bassins de production agricole du district d'Abala.

De quoi satisfaire le député et sa suite qui ont également visité les travaux de construction des ponts sur les rivières Pessi et Akala, dans la zone Ndiéma et sur la rivière Komo, dans la zone Osselé. Le but est de se rendre compte de l'état d'avancement de ces travaux dont le dernier axe relie les districts d'Abala à celui de Gamboma, au village Keliemé.

Le député s'est aussi entretenu avec les responsables des neuf bureaux des projets agricoles et pastoraux de la mutuelle Les amis de « Ya Franck Tsimba » à Abala-centre. Afin d'encourager les membres de ces organisations à poursuivre l'entretien des routes, ponts et activités agricoles, François Tsimba leur a offert du matériel aratoire composé, entre autres, de houes, pelles, machettes, haches, brouettes, ainsi que de vivres.

Parfait Wilfried Douniama

SCAR
by

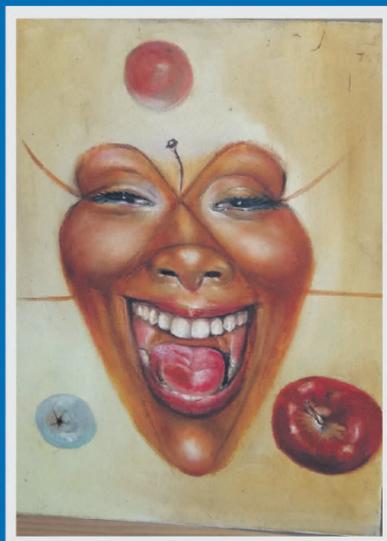
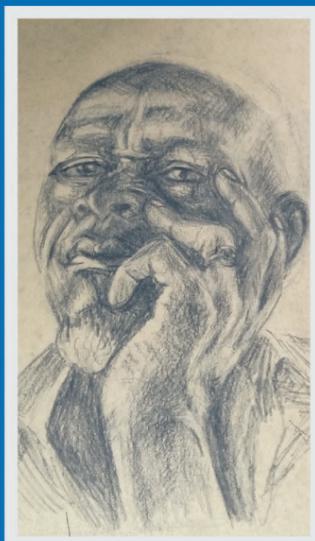
Allianz

EXPOSITION

« LA 5^E DIMENSION »

EXPOSITION / VENTE (VERNISSAGE)

ARTISTE TRIGO PIULA

DU 6 AU 16 DÉCEMBRE À L'AGENCE SCAR ALLIANZ
SUR AV CHARLES DE GAULLE

Avec vous de A à Z

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

Allianz

UN NOUVEL ESPACE CULTUREL A POINTE-NOIRE



Marc, manager de l'Agence Allianz SCAR Particuliers, a bien fait les choses pour le 1^{er} anniversaire de l'Agence. De façon originale, il a transformé le temps de quelques jours ses locaux en Espace Culturel pour accueillir le peintre Trigo Piula. Lors du vernissage, Marc a remercié les clients et amis venus nombreux pour les remercier du succès de l'Agence. S'il a souligné sa jeunesse dans le métier, il a de suite insisté sur l'appui permanent et expert du Groupe Allianz et de son père Eric MANTOT qui a créé la 1^{ère} Agence Générale Allianz au Congo et professionnel de l'assurance depuis plus de 20 ans.

Le DG d'Allianz Congo, Philippe Audouin, a félicité Marc pour cette organisation et salué cette initiative qui se niche parfaitement dans la tradition du Groupe de valorisation du domaine culturel à travers le mécénat et la gestion d'actifs patrimoniaux.

Tard dans la soirée, les visiteurs ont pu déambuler en admirant les œuvres en présence de l'artiste lui-même.

Cette exposition « La 5^e dimension » de Trigo Piula est visible jusqu'au 16 Décembre à l'Espace Culturel SCAR Allianz avenue Charles de Gaulle (face à Elais). Venez nombreux Marc et son équipe vous y accueillent avec le sourire.

ARBRE DE NOËL

Rapprochement solidaire des anciens étudiants congolais de Roumanie en France

L'éventualité de se retrouver en famille à l'approche de Noël autour du vert conifère de rigueur a permis un rapprochement des membres de l'association des anciens étudiants congolais de Roumanie résidant en France et leurs familles. Un bel émerveillement dominical généré par le « vivre ensemble ».

L'idée de se retrouver en dehors d'une réunion classique de l'association avait été actée lors de l'assemblée générale des anciens étudiants de Roumanie en Europe (Assocreef), du 29 octobre 2016. Les statuts de leur association portent sur le développement en Afrique et dans le reste du monde, d'un réseau d'entraide mutuelle d'un membre, enfant ou parent proche à l'occasion de décès, mariages et naissances ainsi que l'entraide des populations pauvres et démunies de la République du Congo dans les domaines de l'éducation, l'enseignement, la santé, aide en médicaments pharmaceutiques et en vêtements. Dimanche 11 décembre, dans une salle du Palais 91 à Ris Orangis, prêtée gracieusement par le couple Dogan Colak, l'Assocreef a, pour la première fois depuis son existence il y a 9 ans, relié, le temps d'un événement, les générations constituant la culture et les valeurs



La photo de groupe des enfants des membres de l'ASSOCREEF autour de Guy Francis Tsiehela et du couple Dogan Colak, propriétaire du Palais 91 mis à disposition de l'association gracieusement Crédit photo : Serge Alain Makele

de ses membres autour de l'Arbre de Noël. « Cet Arbre de Noël organisé spécialement pour faire plaisir à nos enfants qui sont nos compagnons d'infortune, avec lesquels nous partageons nos joies et nos peines du quotidien », a déclaré Guy Francis Tsiehela, président de l'association. Et de se réjouir de la tenue de cette rencontre à leur intention placée sous le double signe de l'utile et de l'agréable « car il est important de multiplier ce genre d'occasion pour, d'une part, consolider le lien avec nos enfants et, d'autre part, créer entre eux un lien, un esprit de corps qui

puisse les motiver à reprendre le flambeau de solidarité que nous avons allumé depuis notre passage en Roumanie ». Se réjouissant du partage avec les enfants en toute simplicité autour des divertissements préparés à leur intention, les parents ont célébré agréablement leurs retrouvailles, une manière de prouver le « vivre ensemble » depuis la vie estudiantine, nourrie d'anecdotes vécues avec les jeunes d'un Congo uni, indivisible. De nombreux souvenirs que plusieurs membres veulent aujourd'hui transmettre en emmenant leurs propres enfants à l'Arbre de Noël dans une

perspective d'intégration à la Nation « Congo », sans omettre les pays d'accueil de leurs parents, la Roumanie et la France. Des parents ayant pris l'engagement de se rendre à la rencontre de rapprochement pour « satisfaire les enfants » et partager le plaisir d'un moment ensemble, « mieux se connaître avec, au centre, une action de la dimension bienveillante de la famille », s'est réjoui Caprys Louyebo. Les enfants ont proposé des lectures de poèmes dignes de grands poètes sans oublier le final, assuré comme il se doit par un groupe de danseurs de circonstance.

A l'occasion, la plus Congolaise des Roumains, la poétesse Marilena Lica Masala, a lu deux de ses poèmes dédiés au Congo. « Merci à nos parents respectifs pour tous les efforts de la contribution d'entretien à la dynamique des liens de notre pays d'origine. Nous grandissons avec ces valeurs », a confié, au nom de tous les enfants, Felixia Mayela, fille de Yolande Okombi, membre de l'Assocreef. L'atmosphère festive a atteint son paroxysme quand le « Père Noël » a fait son apparition dans la salle. Dans sa hotte dressée près d'un buffet de confiseries aux multiples couleurs, il a offert un cadeau pour contenter les enfants, tous coiffés pour la circonstance du bonnet rouge de Père Noël. C'était Noël avant l'heure : « une journée qui restera gravée dans les petites têtes de futurs membres de l'Assocreef », a estimé un des organisateurs. « Nous avons donné de notre générosité sans compter, tous mobilisés pour offrir à nos enfants une après-midi inoubliable autour d'activités diverses pour un moment agréable plein de souvenirs », une manière de célébrer aussi l'amitié congolo-franco-roumaine.

Marie Alfred Ngoma

BRAZZA Express
Actualité-Economie-Politique

Sur votre chaîne Africaine
Tous les Jeudis à partir de 9h30

VISION 4

Canal 304
DU BOUQUET CANAL +

- Reportage
- Documentaire
- Breaking-News
- Votre Actualité

24H/24

NOS EMISSIONS

Club d'Elites-Passerelle-Tour D'horizon-Arrêt Majeur-Débat Chrétien
Au Coeur des Mystères-Play-Décryptage-90Min Chez Vous-Planète Sport
Dimanche des Lions-Café des Sports-Meeting Point-La Matinale...

Disponible sur les bouquets

Situé à l'immeuble EBATHA Rond-point La Coupole (Centre Ville)

REPUBLIQUE DU CONGO-BRAZZAVILLE
CONTACTS: +242 22 613 40 55 - 05 631 38 49

56ÈME CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OAPI

L'OAPI a eu un nouveau directeur

Nouakchott, capitale de la République islamique de Mauritanie a vécu du 06 au 07 décembre 2016 la 56ème session du Conseil d'administration de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle OAPI en sigle. Le Congo y a été représenté par le ministre d'Etat Gilbert Ondongo. Très attaché aux questions de propriété industrielle et

environ 16 milliards 727 millions de francs Cfa; L'adoption du règlement portant création et organisation du centre d'arbitrage et de médiation de l'OAPI; La tenue de la 7ème édition du Salon Africain de l'Invention et de l'Innovation Technologique à Cotonou au Bénin au 1er trimestre de l'année 2018. Au terme des travaux de ce conseil d'administration, l'ivoirien



Photo des officiels

intellectuelle, socle d'un véritable développement, le Congo a témoigné d'une participation très active à ce conseil d'administration. La délégation congolaise à ses assises de Nouakchott était conduite par le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, du Développement Industriel et de la Promotion du Secteur Privé, Gilbert Ondongo. Placé sous le patronage de Madame Maha Mint Hamdi Ould Mouknass Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme de la République Islamique de Mauritanie, la 56ème session ordinaire du Conseil d'Administration de l'OAPI a statué entre autres sur: L'adoption du budget de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle exercice 2017 qui s'élève à

Bohoussou Loukou Denisa a été élu au poste de directeur général de l'OAPI en remplacement du camerounais Paulin Emile Edou Edou dont le mandat s'achèvera en juillet 2017. C'est le centrafricain Jean-Baptiste Noël Wago qui a été élu au poste de directeur adjoint. Par ailleurs, la présidence du conseil d'administration de l'OAPI a été confiée au Ministre de l'Industrie du Niger. A l'occasion de la 56ème session ordinaire du Conseil d'Administration de l'OAPI, Niamey, capitale de la République du Niger a été choisie pour abriter la prochaine édition dudit Conseil d'Administration qui, aura lieu dans la 1ère quinzaine du mois de décembre 2017.

Dieudonné Tsyberge



EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE ETAT DU CONGO 

Congo | Terre d'opportunités Riche d'opportunités

TAUX D'INTÉRÊT

6,5% Net par an

Période de souscription du 15 au 23 Décembre 2016



Montant de l'opération: **150 000 000 000 F CFA** | Prix d'une Obligation **10.000 F CFA**
Minimum de 30 obligations

Conformément aux dispositions régissant l'appel public à l'épargne sur les marchés financiers de la zone CEMAC, cette opération a été enregistrée par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) sous le numéro **COSUMAF-APE-03/16**

Arrangeur & Chef de File

EDC INVESTMENT CORPORATION (EIC) 
Membre du Groupe Ecobank La Banque Panafricaine



Co-Arrangeurs & Co-Chefs de File

 **ASCA** 
Groupe Attijariwafa bank

FRANCE

OFAD et Orange Fondation unies pour la création de la première Maison digitale à Massy

La Fondation Orange et l'association OFAD, organisation des Femmes africaines et de la diaspora, en partenariat avec l'association Humanitaria, ont inauguré, le mardi 13 décembre à 14 heures, la première maison digitale à Massy. Ce dispositif de formation, créé et financé par la Fondation Orange, vise à donner un redonner une employabilité et une autonomie à des femmes sans qualification et sans emploi.

Le temps d'une inauguration, Laurent Legrand, directeur de l'association Humanitaria, a accueilli au siège de l'association à Massy, les représentants de l'OFAD et de la fondation Orange pour lancer officiellement la dispense d'une formation informatique susceptible d'assurer l'insertion professionnelle aux femmes. Pour cette première Maison Digitale, la fondation Orange a remis à l'association OFAD une subvention d'un montant de 11 500 euros, soit la somme de 7 500 000 francs CFA, destinée au financement des formations.

Au cœur d'une cité proche de l'Opéra de Massy, cette fondation s'est engagée pour que les femmes en difficulté bénéficient d'un programme de formation numérique au plus près de leurs besoins. L'enjeu est à la fois de leur faire reprendre

confiance et de leur ouvrir des perspectives professionnelles. Elle finance également l'équipement numérique et accompagne les femmes grâce au mécénat des compétences d'un salarié Orange qui anime les ateliers. Les bénéficiaires pourront ainsi mieux maîtriser les outils numériques et trouver des opportunités de partage et d'échange.

En perspective, à la fin de cette année, dans tous les pays où Orange est présente avec sa Fondation, ce seront 94 Maisons Digitales, dont 24 en France, qui auront ouvert leurs portes, a indiqué Mary Lisa Durban, directeur Mécénat Europe et Moyen-Orient. « Ainsi, 8000 femmes bénéficieront de leurs prestations » la fondation faisant de l'éducation numérique la priorité d'action pour l'égalité des chances, en déployant également plusieurs programmes de mécénat pour les jeunes filles et garçons déscolarisés et sans qualification comme les FabLabs solidaires.

Pour Corine Marteau représentant Suzanne Belloun, présidente de l'OFAD, « c'est une nouvelle avancée des membres de l'association », dont les missions principales s'inscrivent en vue de l'autonomisation des femmes. « Nous menons des projets économiques, sanitaires, éducatifs et so-



Étudiantes connexion 2016 de la Première Maison Digitale OFAD-Fondation Orange autour de Laurent Legrand, Corine Marteau et Mary Lisa Durban à Massy dans le Département de l'Essonne en France

cioculturels pour leur autonomie et leur épanouissement. Nous défendons, soutenons, promovons et valorisons leurs actions pour les rendre visibles en vue d'une reconnaissance aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'Afrique », a-t-elle rappelé. Et de se réjouir de la coopération avec la Fondation Orange qui, elle aussi, « œuvre au bien-être des femmes et des enfants africains se trouvant aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du continent dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement ».

Mary Lisa Durban l'a affirmé : « la

fondation Orange, présente déjà au Cameroun, en RD Congo, en Tunisie et à Madagascar, est engagée dans trois domaines de mécénat : éducation; santé et culture. En lien avec le cœur de métier d'Orange, elle souhaite, dans ces trois domaines, mettre le numérique au service des populations telles que les jeunes en difficulté scolaire ou sans qualification, les femmes en situation précaire et les personnes avec autisme, afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans la société. La fondation Orange, se voulant une Fondation du numérique

solidaire, agit pour que le numérique, devenu essentiel, soit une chance pour tous ».

En toute convivialité, dans l'une des salles de la Place de France, un verre d'amitié a scellé cette initiative commune OFAD-Fondation Orange. « C'est le début d'un commencement pour que les femmes africaines puissent avoir le sentiment, la conviction qu'elles sont désormais connectées et qu'elles appartiennent à un monde solidaire, loin de leur obscurantisme supposée d'antan », a clamé Corine Marteau.

Marie Alfred Ngoma

TÉLÉVISION PAYANTE

Canal+ lance le grand show, une promotion spéciale de fin d'année

Du 9 au 24 décembre, le décodeur Canal+ est vendu au Congo à seulement 15.000F dans tous les kiosques à partir de la formule Evasion, avec 169 chaînes, radio et services. Canal+ offre à ses fidèles abonnés des chaînes pendant 14 jours pour tout réabonnement.

Canal+ est le leader de la télévision payante en Afrique francophone avec une présence dans plus de trente pays africains. La création et l'acquisition légale de chaînes stars comme A+, Novelas TV et Nollywood TV fait de ce bouquet la meilleure de TV francophone.

Lors d'une conférence presse animée le samedi 9 décembre dernier, la directrice générale de Canal+ Congo, Alix Lebrat, a indiqué qu'avec huit chaînes dédiées aux grandes compétitions de sport dont quatre signées Canal+ Sport, les nouveaux bouquets Canal+ couvrent de nombreuses disciplines ainsi que des championnats de renommées.

Pour la famille, Canal+ a mis à la disposition des



parents une meilleure solution, un code d'accès pour pouvoir empêcher aux enfants d'avoir accès à certaines chaînes adultes lors que les ceux-ci



sont absents de la maison.

Par ailleurs, en tant que partenaire de la Confédération africaine de football (Caf), la chaîne Canal+



promet une diffusion en qualité numérique et sur 100% de la Coupe d'Afrique des nations de

football, Can 2017, sur tout le territoire du Congo.

« Grâce à son expertise reconnue dans le football, Canal promet à ses abonnés congolais de vivre une Can unique : des émotions, sensations, frissons garantis pour le grand rendez-vous du foot africain ; une diffusion de l'intégralité des matchs et en direct avec une équipe d'experts composée de journalistes et de consultants Canal+ ; et des magazines dédiés à la Can comme "en route pour la Can", "Journal de la Can", a déclaré Alix Lebrat.

En début 2017, la ville de Brazzaville bénéficiera d'une offre en Télévision numérique terrestre (TNT) constituée par Canal+, 30 chaînes pour seulement 5000FCFA.

En offrant EASYTV, Canal+ entend s'adresser à toutes les personnes n'ayant pas les bouquets Canal+ afin de suivre le meilleur de la Télévision à petit prix, telles que les chaînes A+, Novelas TV, France 24, TV Congo, DRTV, etc. « C'est simple : il suffit d'avoir une antenne râteau et de brancher le décodeur (toujours à 15000F) ! », rassure Grâce Loubassou.

Voulant être une société proche de la population et un véritable opérateur économique au Congo et en Afrique, le groupe Canal+ entrevoit d'investir dans la production des courts et longs métrages et l'achat des contenus et images. « Nous lançons un message aux promoteurs des séries congolaises de se rapprocher de nous », a enfin lancé la directrice de Canal+ Congo.

SECRETARIAT GÉNÉRAL DE L'ONU

Antonio Guterres succède à Ban Ki-moon

Désigné comme prochain secrétaire général de l'ONU, António Guterres a prêté serment, le 12 décembre devant l'assemblée générale des Nations unies. Il prendra officiellement ses fonctions, le 1^{er} janvier 2017 pour un mandat de cinq ans.



Étayant sa feuille de route ainsi que son agenda de travail, l'heureux promu a garanti de mettre au centre de ses actions, le développement des travaux de leur organisation. Tout en assurant que durant son mandat, leur organisation pouvait corriger les erreurs du passé afin de répondre et faire face de manière déterminée aux multiples défis auxquels la communauté internationale est confrontée. « L'ONU doit être souple et efficace. Elle doit se concentrer davantage sur les résultats et moins sur les procédures, davantage sur les gens et moins sur la bureaucratie », a signifié Antonio Guterres, avant de rappeler que les Nations unies sont nées de la guerre et la priorité de l'organisation est de s'attaquer aux causes profondes des défis qui se posent dans les domaines qui forment les trois piliers de l'ONU, notamment: la paix et la sécurité; le développement durable et les droits de l'Homme.

En dehors des priorités évoquées, le nouveau secrétaire entend œuvrer pour la paix, soutenir le développement durable, intervenir face à la violence et à l'exploitation sexuelle commises par ceux qui servent sous le drapeau de l'ONU contre les personnes qu'ils sont censés protéger et réformer sa gestion

interne. Par ailleurs, outre ces points, notamment en ce qui concerne le programme de réformes et l'appui des Nations unies aux États membres dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), le futur secrétaire général a indiqué qu'il engagerait un changement global du système de développement des Nations unies, tant au siège de l'organisation qu'au niveau des pays. « Si l'on regarde les règlements concernant le personnel et le budget des Nations unies, on pourrait penser que certains d'entre eux ont été conçus pour empêcher, plutôt que de permettre l'exécution efficace de nos mandats. Car, tout le monde est pénalisé, s'il faut neuf mois pour déployer un membre du personnel sur le terrain », a-t-il encore ajouté, en concluant qu'il mettra également en place une stratégie efficace pour promouvoir une culture de responsabilité et une protection efficace pour les lanceurs d'alerte, afin de mieux communiquer sur le travail effectué par l'ONU. Notons que Antonio Guterres est de nationalité portugaise. Il a été Premier ministre dans son pays (de 1995 à 2002) et Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés (de 2005 à 2015).

Rock Ngassakys

CRISE POLITIQUE EN GAMBIE

Les médiateurs de la Cédéao se donnent rendez-vous au sommet d'Abuja

Aucun accord n'a été obtenu sur le départ de Yahya Jammeh, en dépit des rencontres organisées le 13 décembre entre le président gambien et la délégation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

La délégation de la Cédéao, composée des présidents du Libéria, du Ghana, de la Sierra Leone et du Nigéria, a rencontré à deux reprises le président Jammeh avant de se donner rendez-vous, le 17 décembre prochain au sommet d'Abuja, au Nigéria.

Après une journée de discussions, la présidente libérienne, Ellen Johnson Sirleaf, qui conduisait la délégation, a reconnu qu'aucun accord n'avait encore été obtenu sur le départ de Yahya Jammeh.

« Nous ne sommes pas venus pour un accord, nous venons aider les Gambiens à organiser la transition. Ce n'est pas quelque chose qui peut aboutir en un seul jour; il faut y travailler », a déclaré Mme Sirleaf, affirmant que la mission allait rendre compte de ces discussions lors du sommet de la Cédéao à Abuja.

« Nous sommes là pour que le processus de transfert du pouvoir se passe dans la paix », a-t-elle insisté. A la question de savoir si un accord a été trouvé, la présidente du Libéria

précise qu'ils ne sont pas venus pour « une compromission, mais plutôt pour que la prise de fonction du président élu, Adama Barrow, se passe dans la tranquillité. Il y a espoir que cela se fasse dans la paix », a-t-elle lancé.

Les quatre chefs d'Etat se sont d'abord entretenus avec le président élu, Adama Barrow, et l'ensemble des membres de sa coalition. Ensuite, ce fut le tour du président de la Commission électorale indépendante, Aliou Momar Ndiaye, et son vice-président, Malé Sall. Le président de la Commission électorale a été entendu sur les résultats de la présidentielle, contestés par le président sortant.

Cette délégation a clôturé sa mission au terme des entretiens avec le chef d'Etat-major de l'armée gambienne, le général Ousmane Badji, et l'Inspecteur général de Police, Yancouba Sonko. A la suite de ces différentes audiences, les médiateurs se sont rendus, pour une seconde fois, au palais de la République pour la poursuite des pourparlers avec Yahya Jammeh.

Les présidents du Libéria, du Nigéria et de la Sierra Leone ont pris congé, peu après leur entretien avec le chef de l'Etat sortant. Vraisemblablement, ils n'ont pas pu convaincre Yahya Jammeh.

Yvette Reine Nzaba

L'Assemblée consultative des parlementaires de la CPI dénonce la confiscation du pouvoir

A l'issue de la 9e session de l'Assemblée consultative des parlementaires de la Cour pénale internationale (CPI) et l'Etat de droit qui vient d'avoir lieu à Dakar au Sénégal, les parlementaires, représentants des législateurs de 50 pays du monde, ont dénoncé la confiscation du pouvoir en Gambie, par le sortant Yahya Jammeh. « Soucieux du respect de la démocratie, du renforcement de l'état de droit par l'alternance démocratique », ils ont condamné, « avec la dernière rigueur, l'usage des moyens anticonstitutionnels pour accéder à la magistrature suprême de l'Etat ». Ils ont appelé Yahya Jammeh, président sortant de la Gambie « à respecter les résultats issus des urnes, le 1er décembre 2016 et sa déclaration reconnaissant les résultats de l'élection présidentielle ». Enfin, ils ont appelé à la mobilisation générale pour le rétablissement de la légalité constitutionnelle en Gambie.

Noël Ndong

LUTTE CONTRE LE PALUDISME

L'OMS met en garde contre le manque de financement

La lutte contre le paludisme s'améliore en Afrique pour les personnes vulnérables mais les progrès stagnent à l'échelle mondiale, selon un nouveau rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) publié, le 13 décembre.

Un « besoin urgent » en financement menace les progrès enregistrés dans le monde dans la lutte contre le paludisme. Le rapport 2016 souligne qu'après avoir fortement progressé entre 2000 et 2010, les financements alloués à la lutte contre cette maladie ont stagné. « Les manques de financement et des systèmes de santé fragiles sapent les progrès contre le paludisme et mettent en péril la réussite des objectifs mon-

diaux. Si l'on veut atteindre les cibles mondiales, une augmentation considérable du financement national et international est nécessaire », avertit l'OMS.

Le financement de la lutte antipaludique atteignait un total de 2,9 milliards de dollars, soit 45% seulement de l'objectif intermédiaire pour 2020, en matière de financement (6,4 milliards de dollars). Ce rapport sur le paludisme dans le monde révèle que les enfants et les femmes enceintes en Afrique subsaharienne ont un plus large accès aux interventions efficaces de lutte contre le paludisme. Toutefois, dans de nombreux pays africains, des lacunes importantes subsistent en matière de couverture par les programmes. Les déficits de financement ainsi

que les systèmes de santé fragiles sapent les progrès accomplis et mettent en péril la réalisation des cibles mondiales, note le rapport de l'OMS sur cette maladie responsable de 429.000 morts en 2015.

Entre 2010 et 2015, le nombre de nouveaux cas a chuté de 21% et la mortalité de 29%, mais il y en avait toujours 212 millions en 2015, notamment en Afrique subsaharienne. Cette région du monde supporte une part disproportionnée de la charge mondiale du paludisme, avec, en 2015, 90% des cas de paludisme et 92% des décès. « Il y a certes des progrès... mais le monde peine toujours à atteindre des niveaux élevés de couverture par les programmes qui sont nécessaires

pour combattre cette maladie. Les progrès sans précédent dans la lutte contre le paludisme sont un des plus grands succès de l'histoire médicale. Pour autant, un enfant meurt du paludisme toutes les deux minutes », a regretté Pedro Alonso, Directeur du Programme mondial de lutte antipaludique à l'OMS, déplorant que certains pays en pleine croissance n'aient pas accru leurs investissements contre la maladie. L'OMS constate, malgré tout, des progrès, en particulier dans l'accès aux soins préventifs et aux dépistages en Afrique subsaharienne pour les enfants et femmes enceintes, des populations particulièrement exposées à cette maladie potentiellement mortelle, causée par une piqûre de mous-

tique infecté. L'organisation note qu'entre 2010 et 2015 dans vingt pays d'Afrique, le nombre de femmes recevant un traitement préventif a été multiplié par cinq. Elle s'inquiète, toutefois, de la résistance grandissante des moustiques aux traitements et aux insecticides. « Nous avons besoin de nouveaux médicaments », souligne l'OMS.

Pour rappel, les États membres ont adopté, lors de l'assemblée mondiale de la santé en 2015, la stratégie technique mondiale contre le paludisme 2016-2030, qui fixe des cibles ambitieuses pour 2030 ainsi que des objectifs intermédiaires tous les 5 ans, afin de suivre les progrès accomplis.

Josiane Mambou Loukoula

DIPLOMATIE

Le Congo et l'Angola renforcent leur coopération

Dans le but de préparer l'agenda des chefs d'Etat d'Angola et du Congo, sur les grandes questions d'actualité du continent et mettre sur pied une stratégie commune d'appoint, capables de redynamiser la coopération entre les deux pays, le ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Jean Claude Gakosso a reçu en audience, le 14 décembre son homologue angolais des Relations extérieures, George Chikoti.

Les deux personnalités ont échangé sur plusieurs questions d'intérêt régional parmi lesquelles, celle qui préoccupe la sous région, à savoir, la situation d'insécurité qui prévaut actuellement en République centrafricaine. « *Nous sommes obligés d'échanger sur le problème de la Centrafrique. Car, ce pays se trouve dans un état d'instabilité depuis des décennies. Face à cette tragédie qui persiste, si nous ne coalisons pas nos efforts et nos actions pour aider ce pays, il va sombrer dans l'abîme* », a déclaré, le ministre congolais des Affaires étrangères. Faisant la rétrospection sur

l'histoire des relations entre le Congo et l'Angola, Jean Claude Gakosso a souligné que, les deux pays possèdent depuis longtemps de bons rapports et épousent la même idéologie. Ceci s'illustre aisément par certains faits historiques tels que : la mise en place d'une stratégie commune pour la libération de l'Afrique australe, le soutien mutuel entre les deux Etats, notamment en 1975 où Brazzaville était le centre d'appui et de réflexion pour l'indépendance de l'Angola et en 1997, date à laquelle, l'Angola a apporté un soutien considérable au Congo pour mettre fin aux hostilités qui



Jean Claude Gakosso et George Chikoti

ravageaient le pays. « *Nous sommes deux peuples unifiés par l'histoire, par le sang et par le destin. A cet effet, nous sommes condamnés à marcher et travailler ensemble pour le bien de nos peuples* », a souligné,

Jean Claude Gakosso. Intervenant pour le compte de l'Etat angolais, George Chikoti a reconnu que le Congo et l'Angola sont deux pays frères qui partagent de bonnes relations diplomatiques. Car, selon lui, les chefs d'Etat de ces pays contribuent énormément ensemble pour régler la majorité des problèmes du continent africain. « *Cette visite m'a permis de discuter avec mon homologue du Congo sur les grands problèmes qui font l'actualité du continent africain. Ces échanges nous permettront aussi de faire un rapport à l'endroit de nos chefs d'Etat sur ces problèmes afin qu'ils puissent prendre des décisions importantes. C'est donc, pour nous une manière de constituer leurs agendas* », a précisé le ministre angolais.

Rock Ngassakys

LIVRES

Davis Valentin Sianard présente « Lettre à la République- L'heure est grave »

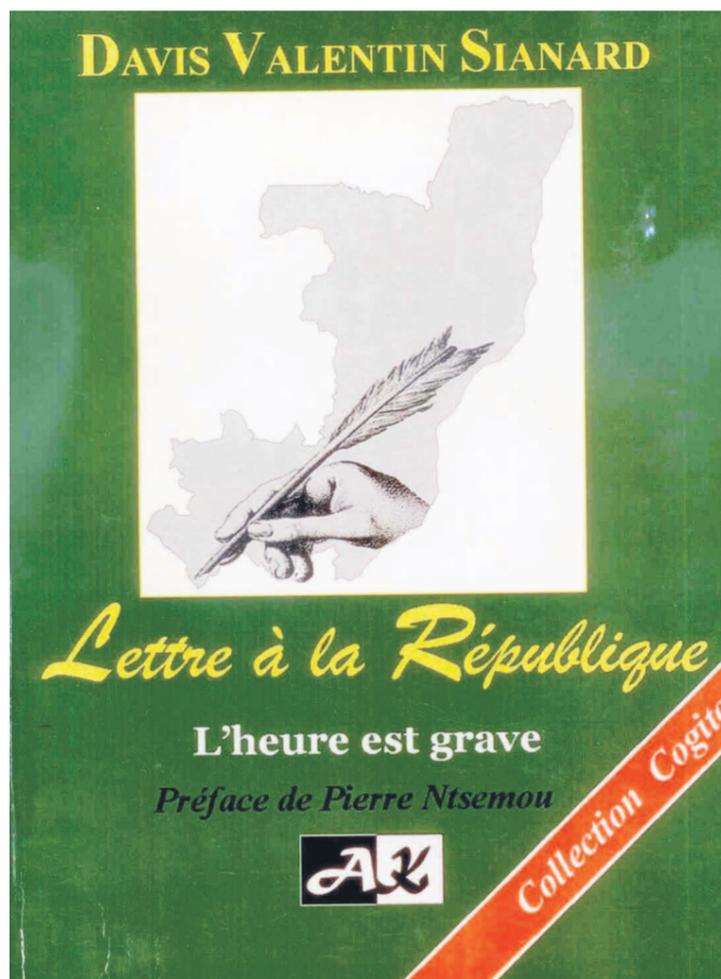
La présentation et dédicace de cet essai de 186 pages paru aux éditions Alliance kongo (AK) collection cogito, a eu lieu récemment au siège du ministère de la Culture et des arts à Brazzaville. Davis Valentin Sianard, militant des droits de l'Homme et de la démocratie, invite à travers ce livre les gouvernants et les gouvernés à méditer sur les propositions de réformes institutionnelles qu'il soumet.

« Lettre à la République- L'heure est grave » est structurée en deux parties, à savoir : Réformes constitutionnelles et Graines fécondes pour un Congo émergent et prospère. Chaque partie contient des sous-titres. La première partie regorge : Une nouvelle composition du Parlement ; Critères pour être président de la République ; Sur la gouvernance électorale ; Le suffrage universel indirect comme système d'élection du président de la République ; Le grand débat télévisé entre les deux candidats au second tour de la présidentielle ; Pour une vraie Justice indépendante ; La Cour correctionnelle de la République ; La presse un véritable pouvoir et La loi-cadre patriote. La deuxième partie quant à elle, contient les sous-titres suivants : Pour former une vraie nation congolaise ; Une vraie décentralisation ; Un gouvernement de techniciens ; Réforme du poste de directeur général du contrôle des marchés publics ; Consultation du

Parlement pour tous types de contrats miniers et forestiers ; La municipalisation industrielle ; Créer un service d'orientation pédagogique dans les écoles publiques ; Inciter les jeunes à choisir les métiers de la terre au lieu des métiers bureaucratiques ; Le tourisme balnéaire pour préparer l'après-pétrole ; Le métro brazzavillois ; Développer l'enseignement supérieur ; La loi ignorance zéro des droits de l'Homme.

En effet, la victoire du « Oui » face au « Non », lors du référendum du 25 octobre 2015, a conduit notre pays dans une nouvelle République. Comme le chef de l'Etat l'a souligné dans son discours d'investiture le 16 avril dernier, cette nouvelle République doit être une République de la « Rupture ».

Préfaçant le livre de Davis Valentin Sianard, Pierre Ntsemou, critique littéraire, a écrit : Dans les aphorismes, maximes et sentences des racines orales de l'Afrique, l'on apprend que c'est dans la besace des jeux d'un enfant qu'on peut trouver une herbe fétiche ou un remède à un mal qui, inexorablement, conduisait un adulte au trépas. Tout comme Pierre Corneille dans Le Cid à travers le personnage de Rodrigue, on dira : « Aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre d'années ». En effet, Davis Valentin Sianard à peine âgé d'environ 25 ans prend la mesure de la gestion politique de sa République, « notre République » et propose d'instituer un or-



gane répressif : la Cour correctionnelle de la République sous la houlette du président de la Cour suprême. La seconde partie de l'essai est un étalage de perspectives novatrices dans la nouvelle République qu'il voudrait extirpée de tous les avatars de l'ancienne République. Présentant l'oeuvre de Davis Valentin Sianard, l'écrivain Ngakosso Obambé, a souligné que pour l'auteur, le débat sur

le changement de la Constitution en 2015, n'a pas été mené comme il se devait. Ce qui a été dit pour l'ancienne Constitution comme pour la nouvelle ne correspond pas aux besoins du Congo. D'où, il s'est assigné la mission de faire des propositions de réformes constitutionnelles dans la première partie du livre, et des propositions de graine féconde pour un Congo émergent et prospère

dans la deuxième partie. « *Je suis étonné de voir, ce jeune-homme de 25 ans, avoir le courage de mettre cela en avant, parce que ce sont des questions que les gens trouvent sensibles* », a dit Ngakosso Obambé.

Répondant aux questions du public, l'auteur a souhaité que la Constitution du Congo soit modifiée afin qu'on adopte les propositions de réforme soulevées dans son essai.

« *Personnellement, je pense que cette remise en cause n'est envisageable qu'avec des institutions fortes. Si La marche vers le développement, projet de société du président de la République est renforcée par des institutions fortes, d'ici à 2025, le Congo fera une avancée significative dans le sentier de l'émergence ou du développement tant souhaité* », a-t-il déclaré.

Qui est l'auteur de « Lettre à la République- L'heure est grave » ?

Davis Valentin Sianard est né le 06 janvier 1991 à Brazzaville. Il est étudiant en Master à la faculté de Droit de l'université Marien- Nguabi. Sa nouvelle publication Lettre à la République- L'heure est grave, vendue à 15 Euros soit environ 10.000 FCFA, intervient après Le Rêve africain, chapitre.com, paru en 2015. Un autre ouvrage est en chantier. Il sera intitulé « Les nouvelles de la République ».

Bruno Okokana

TRAVAUX DU DIALOGUE

Le front pour le respect de la Constitution assouplit sa position et revient dans la salle

Bien que revenu sur la table de négociations, après l'intervention du nonce apostolique, qui a tenu une réunion avec le directeur de cette plate-forme conduite par la secrétaire générale du Mouvement de libération du Congo, Eve Bazaïba, ce regroupement n'entend pas abdiquer un seul instant de son combat citoyen fondé sur le strict respect de la Constitution.

La délégation du Front pour le respect de la Constitution a repris, le 14 décembre, sa place dans la salle du Centre interdiocésain, où se tiennent les travaux du dialogue inclusif. L'ambassadeur du Saint-Père, le nonce apostolique, Mgr Luis Mariano Montemayor, avait organisé une réunion restreinte entre la délégation de la Conférence nationale épiscopale du Congo (Cénco) et celle du Front. À en croire la coordinatrice du Front, cette plate-forme, après



Eve Bazaïba annonçant le retour aux travaux photo Jean Médard Liwoso

ces interventions des princes de l'Église catholique et des partenaires internationaux, a décidé d'assouplir sa position « afin d'envisager la possibilité de reprendre sa place dans ce

dialogue pour sortir le pays de la crise ». Eve Bazaïba rappelle que cette plate-forme engagée dans la lutte pour le respect de la Constitution en RDC fonde également sa lutte sur les va-

leurs républicaines. « Notre dénomination illustrant le sens de notre combat nous conduit à nous ouvrir à la mission des bons offices menée par la Cénco et la Nonciature apostolique »,

a souligné la secrétaire générale du MLC et coordinatrice du Front.

Plus de considération et d'équité

Le Front pour le respect de la Constitution, note-t-on, a suspendu, le 9 décembre 2016, sa participation aux travaux du dialogue en cours en exigeant plus de considération et d'équité, ainsi qu'une meilleure représentation au sein des commissions. En ce moment, son retour autour de cette table de négociations s'est justifié, selon sa coordinatrice, par la promotion de l'intérêt supérieur de la nation. « Le Front ayant privilégié l'intérêt supérieur de la nation a finalement, après discussion franche avec les organisateurs des dites assises, jugé, en toute responsabilité, de reprendre les travaux aux côtés des autres forces politiques et sociales », a expliqué Eve Bazaïba.

Lucien Dianzenza

PARTICIPATION AU DIALOGUE II

Le MLC souffle le chaud et le froid

Alors qu'il avait définitivement claqué la porte du dialogue facilité par la Cénco, le Mouvement pour la libération du Congo (MLC) a été reçu le 14 décembre par le nonce apostolique Mgr Luis Mariano et serait, pour l'heure, en train d'examiner la possibilité d'un retour sur la table des négociations.

Premier couac dans les négociations directes entreprises sous l'égide de la Cénco entre les signataires et les non-signataires de l'accord politique du 18 octobre : le retrait du MLC et du Front pour le respect de la Constitution, regroupement politique auquel il fait partie. C'est par le biais d'un communiqué publié lundi que ce parti politique, deuxième force politique de l'opposition à l'Assemblée nationale à l'issue des législatives de 2011, a rendu officielle cette décision. Le parti de Jean Pierre Bemba évoque le non-respect par l'organisateur du quota qui lui est réservé tout en dénonçant l'hégémonie du Rassemblement tendant à engager l'ensemble de l'opposition à ces assises.

D'après la secrétaire générale du MLC, le Rassemblement, plate-forme formée autour d'Étienne Tshisekedi, se serait accaparé des sièges censés revenir à son parti. « La Cénco nous a demandé de désigner cinq délégués pour participer à ces pourparlers. Arrivés sur place, un délégué du Rassemblement nous a dit que le Rassemblement n'a pu libérer que deux sièges pour le Front pour le respect de la Constitution. La Cénco nous a pratiquement tournés en dérision pour nous renvoyer auprès du Rassemblement et nous demander de supplier le Rassemblement de nous dégager un siège. Malheureusement, la Cénco a laissé faire au Rassemblement le devoir d'utiliser l'hégémonie

pour s'arroger non seulement le quota de la société civile mais aussi le quota du front », a dénoncé Eve Bazaïba. L'attitude des prélats catholiques qui paraissent prendre fait et cause pour le Rassemblement n'est pas du goût du MLC qui y voit un manque de considération.

Que le Rassemblement s'accapare à lui seul treize sièges sur les quinze réservés aux non signataires de l'accord politique est considéré comme un parjure par le Front pour le respect de la Constitution qui réclame une égalité de traitement. Ce, d'autant plus que ce regroupement politique ne partage pas foncièrement la même approche en ce qui concerne la thérapie à appliquer pour sortir le pays de l'impasse politique actuelle. Nonobstant le départ du MLC, les travaux en commissions se sont poursuivis sans désemparer. Le Front a envoyé « son point de vue par écrit » et appelle toutes les composantes à ces pourparlers au respect de la Constitution, apprend-on.

Entre-temps, l'on indique que le nonce apostolique Mgr Luis Mariano, qui s'est investi personnellement pour amener le MLC à reconsidérer sa décision, a reçu une délégation du MLC le 14 décembre en présence des évêques membres de la Cénco. Les discussions ont tourné autour d'un probable retour du MLC et alliés aux travaux du Centre interdiocésain. Après avoir pris acte des recommandations du nonce apostolique en rapport avec ce dossier, le Front pour le respect de la Constitution (plate-forme qui regroupe le MLC, une quarantaine de partis politiques et une cinquantaine d'organisations de la société civile) s'est résolu de ne se prononcer qu'après une discussion en interne.

Alain Diasso

SANTÉ

L'imagerie médicale de la clinique Ngaliema fait peau neuve

Un appareil d'imagerie à résonance magnétique (IRM) et un scanner de 16 barrettes sont le fleuron des équipements de la radiologie de la clinique Ngaliema située dans la commune de la Gombe. Le ministre sortant de la Santé publique, Dr Felix Kabange Numbi Mukwampa, a visité ce lot d'équipements composés de plusieurs appareils qui font de cette clinique l'une des institutions sanitaires les mieux équipées d'Afrique centrale.



Le Dr Felix Kabange Numbi Mukwampa visitant l'imagerie de la clinique Ngaliema

Accompagné des responsables de la clinique dont le médecin directeur, médecin chef de staff, chef de service d'imagerie et son personnel en liesse pour cette acquisition, le ministre de la Santé pu-

blique a visité le scanner, l'IRM et les différents équipements acquis dans le cadre du Programme d'équipement des structures sanitaires. Ces équipements ont été achetés sur fonds propre du gouvernement de la République et constituent un geste remarquable pour le relèvement du secteur de la santé. Ces matériels vont permettre à cette structure de faire face aux exigences de la modernité et à l'évolution de la médecine pour détecter toutes sortes de maladies et poser un bon diagnostic médical.

Pour couronner cette belle visite, le ministre de la Santé publique a remis une ambulance médicalisée toute neuve au staff dirigeant de cette clinique. Cette dotation du gouvernement a été saluée par l'équipe dirigeante de la clinique qui promet de bien les gérer. « Nous remercions le chef de l'État et tous les membres du gouvernement pour ce don. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de vous rassurer que ces biens que nous venons de recevoir, nous sommes prêts à les gérer en bon père de famille. Les patients qui viendront dans cette clinique trouveront des soins de qualité. Nous sommes conscients des efforts que le gouvernement a fournis pour cette clinique et nous remercions le ministre de la Santé publique qui s'est battu chaque jour pour cette clinique », a dit l'équipe dirigeante.

Aline Nzuzi

DISCUSSIONS DIRECTES

Muamba Kalonji espère la mise en avant de l'intérêt de la communauté

Le président de l'Union pour le développement communautaire et social (Udesc) soutient l'initiative des « discussions directes » de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénc) entre la majorité présidentielle et le Rassemblement.

Du Mexique où il séjourne depuis quelques mois, Isaac Muamba Kalonji suit de très près l'évolution politique du pays. L'Udesc a lancé un appel au calme aux filles et fils de la RDC en ce mois de décembre alors que le deuxième et dernier mandat du président de la République, Joseph Kabila, arrive à terme échu sans que de nouvelles élections ne soient organisées pour sa succession. Alors que des tractations politiques battent leur plein avec, d'abord, le dialogue politique inclusif, et ensuite les « discussions directes » entre la majorité présidentielle et le Rassemblement des forces acquises au changement, plate-forme de l'opposition, Isaac Muamba Kalonji exhorte les Congolais et Congolaises « à ne pas se laisser manipuler par n'importe quel politicien pour la satisfaction de ses propres intérêts égoïstes ».

Le deuxième appel du président de l'Udesc est adressé aux acteurs politiques locaux, exhortant ceux-ci à la prise de conscience pour l'organisation prochaine des élections présidentielle et législatives dans un climat pacifique. Alors que l'Udesc soutient la démarche initiée par la Cénc qui joue le rôle de médiateur dans les « discussions directes », le président de ce parti po-

litique déclare : « L'intérêt de la communauté doit primer en lieu et place du partage du gâteau ».

Alors qu'il envisage enfin de se marier en février prochain aux États-Unis avec une Algérienne Houria Belmaa-



Isaac Muamba Kalonji, président de l'Udesc

ziz, Isaac Muamba Kalonji adresse des vives félicitations au nouveau président américain Donald Trump, indiquant qu'une lettre de félicitation personnelle lui sera envoyée ainsi qu'au Parti républicain pour avoir gagné la présidentielle aux États-Unis. « Dans notre correspondance, nous allons également lui montrer notre projet politique pour le développement de la RDC », fait savoir le président de l'Udesc qui annonce ses prochaines visites en Russie et en Algérie, pays de sa future épouse pour nouer des contacts importants.

Martin Enjimo

AFFAIRE MERCENARIAT

Darryl Lewis réclame 4,5 millions de dollars à la RDC

L'ancien conseiller en matière de sécurité de Moïse Katumbi, soupçonné de mercenariat au service de l'ex-gouverneur, a déposé le 12 décembre une plainte contre le ministre de la Justice et l'administrateur général des services de renseignements qu'il accuse de l'avoir maltraité pendant les six semaines de sa détention.

Alors que huit hauts responsables politiques et civils de la RDC sont depuis le début de la semaine sous le coup des sanctions de l'Union européenne pour leur présumée implication dans les violences ayant déferlé sur Kinshasa en septembre dernier, voilà que deux autres viennent d'être visés par une plainte militée à partir des États-Unis d'Amérique. Il s'agit du ministre de la Justice, Thambwe Mwamba, et de l'administrateur général des services de renseignements, Kalev Mutond. Ces derniers sont accusés, dans une plainte déposée le 13 décembre auprès de l'ambassade de la RDC à Washington, d'avoir fait subir un mauvais traitement à l'ancien conseiller en matière de sécurité de Moïse Katumbi durant sa période de détention. La plainte a été déposée entre les mains de l'ambassadeur Balumuene qui est chargé de le transférer à Kinshasa. Les deux personnalités mises en cause ont été notifiées de la plainte le 12 décembre.

Dans sa plainte, la deuxième du genre après celle faite devant la justice américaine, Darryl Lewis (sujet américain et conseiller non-militaire en matière de sécurité de Moïse Katumbi)

bi) fait état des tortures et d'autres traitements dégradants qu'on lui aurait fait subir sur injonction des deux personnalités précitées. Il soutient avoir été battu, nourri à peine, me-



Darryl Lewis posant avec Moïse Katumbi

nacé et privé de sommeil et des nécessités d'hygiène de base dans les cachots congolais, sans aucune preuve pour étayer les faits dont il a été accusé. Et pourtant la justice congolaise l'incriminait pour exercice d'activités de mercenariat en RDC sous couvert de sa casquette de conseiller militaire de l'ex-gouverneur Moïse Katumbi.

Darryl Lewis, qui n'a pas digéré le mauvais traitement dont il avait été l'objet sans preuve, réclame la somme de 4,5 millions de dollars en guise de dommages et intérêts. L'affaire reste toujours pendante devant la Cour de district des États-Unis pour le district de Columbia.

Alain Diasso

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



FOOTBALL

La Fécofa suspend préventivement Otis Ngoma

La Fédération congolaise de football association (Fécofa) a pris la mesure de suspendre préventivement le sélectionneur des Léopards de moins de 20 ans, Otis Ngoma Kondi.

Le grief mis à la charge du sélectionneur des Léopards U20 et entraîneur principal du Daring Club Motema Pembe (DCMP) est celui d'avoir abandonné son poste en Afrique du Sud où la sélection RD-congolaise de jeunes participe au tournoi du Conseil des associations de football en Afrique du Sud, la Cosafa Cup. La RDC y était invitée, même elle ne fait pas partie de cette zone du sport en Afrique. En fait, Otis Ngoma qui a comme sélectionneur adjoint Éric Tshibusu Ike a quitté momentanément la sélection pour venir coacher le club où il est engagé, le Daring Club Motema Pembe (DCMP), sur demande des dirigeants du club dont le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, le DCMP disputait un match important contre le FC Renaissance du Congo dans le cadre de la 14e journée de la zone de développement ouest du championnat national de football. D'abord se disant incommodée à la suite de ce retour d'Otis Ngoma à Kinshasa, la Fécofa en est arrivée ensuite à prendre la décision de le suspendre.

En clair, Otis Ngoma ne rentrera plus en Afrique du Sud pour continuer avec l'encadrement

des jeunes Léopards qui ont accédé en demi-finale de la compétition après leur victoire sur les jeunes joueurs du Malawi par un but à zéro, but de Nathan Sumbuka Lisuki à la 24e minute, alors que Chadrac Muzungu Lokombe de l'école de football Ujana a été désigné homme du match. En demi-finale, la RDC affrontera le 14 janvier 2017 l'Angola.

Et ce sera sous le coaching d'Éric Tshibusu, mais sans Otis Ngoma. Pour la Fécofa, le sélectionneur des U20 aurait quitté son équipe sans son aval. Mais l'on note d'emblée qu'Otis Ngoma n'a jamais signé un contrat écrit avec la Fécofa comme sélectionneur des Léopards U20. C'est presque à titre de consultant qu'il s'occupe, avec cœur et détermination, de cette équipe, en commençant par les jeunes binationaux qu'il encadre en Europe et où il sollicite et joue des rencontres contre d'autres sélections nationales de jeunes. Et lorsqu'il y a absence de contrat, il n'y a donc pas de salaire à percevoir. L'on se rend donc compte de l'incongruité de cette décision de la Fécofa, alors que le président de cette institution est en séjour à l'étranger.

L'on apprend, par ailleurs, que la procédure administrative dans la prise de cette décision de suspension n'a pas du tout été respectée. Selon ce qui nous est parvenu, le premier vice-président de la Fécofa, assumant l'intérim du président Constant Omari en



Otis Ngoma Kondi

voyage à l'étranger, aurait autorisé par écrit au Daring Club Motema Pembe de faire revenir son entraîneur principal pour le match du FC Renaissance du Congo alors qu'il était en Afrique du Sud avec les Léopards U20. Mais de manière incompréhensible, le deuxième vice-président, inférieur sur le plan hiérarchique, aurait annulé la décision du premier vice-président et interdit au DCMP de faire revenir Otis Ngo-

ma alors que ce dernier était déjà dans l'avion qui le ramenait vers Kinshasa. Tout ceci s'est déroulé en 24 heures, avec à la clé, la suspension du sélectionneur U20 ! Une manière de faire qui laisse croire à une certaine cacophonie au sein de l'instance faïtière du football congolais lorsque le président Omari s'absente. Et en plus, il y a une sorte de jurisprudence, de précédent, lorsque le sélectionneur des Léopards

A, Florent Ibenge, et son adjoint Mwinyi Zahera avaient quitté la sélection à Visé en Belgique pour venir chacun coacher son équipe, respectivement l'AS V.Club et le Daring Club Motema Pembe, qui s'affrontaient en championnat national. La sélection RD-congolaise livrait deux rencontres certes importantes, mais amicales (comme le cas de ce tournoi de Cosafa Cup) contre le Gabon (victoire 2-1) et le Nigeria (victoire 2-0). On n'avait même pas imaginé qu'il fallait prendre des sanctions contre les deux membres du staff technique national, car c'était totalement inopportun. C'est Christian Nsengi Biembe et Éric Tshibusu qui s'étaient occupés de l'encadrement technique des Léopards lors de ces deux matchs amicaux de date Fifa.

L'on retient que la Fécofa a suspendu un sélectionneur qui n'est pas lié à elle par un contrat écrit, donc qui ne touche aucun salaire depuis plusieurs mois ; parce qu'il a quitté, pour quelques heures, la sélection U20 qui dispute un tournoi régional certes mais amical, pour venir coacher son équipe qui joue un match officiel et important du championnat national de football organisé par la Ligue nationale de football, instance de football sub-déléguée de la même Fécofa ! Y a-t-il réellement eu rationalité dans cette décision de sanctionner Otis Ngoma ?

Martin Engimo

LINAFOOT

Deni Kambayi suspend la linafoot

Le ministre des Sports évoque, pour justifier sa mesure, l'excès des violences dans les stades, le non-respect de la clé de répartition des recettes mais aussi les dégâts causés dans les différentes installations sportives qui ne sont pas réparés et l'absence de civisme sportif et de bonne conduite des supporters.

Alors que le championnat d'élite du football semblait prendre sa vitesse de croisière à quelques journées de la fin de la phase-retour des préliminaires, le ministre des Sports, Denis Kambayi, est venu tout chambouler en suspendant, contre toute attente, la compétition. Du 15 décembre au 14 janvier 2017, les stades resteront fermés à la Ligue nationale de football (Linafoot) dont les sociétaires sont forcés à observer des vacances inattendues. D'après le ministre, trois facteurs justifient cette décision qu'il croit salutaire pour l'avenir de ce championnat. Il évoque, pour justifier sa mesure, l'excès des violences dans les stades, le non-respect de la clé de répartition des recettes, des dégâts causés dans les différentes installations sportives qui ne sont pas réparés et l'absence de civisme sportif et de la bonne conduite des supporters.

Cette mesure est conservatoire en attendant l'harmonisation avec la Fédération congolaise de football association (Fécofa), a fait savoir le ministre. « Les dirigeants des clubs ont semblé être dépassés par l'encadrement des supporters », a ajouté Denis Kambayi, faisant référence à des récentes échauffourées entre partisans d'équipes adverses et la police à Kinshasa. Une chose est certaine, c'est que les derniers derbys à Kinshasa entre les trois clubs les plus populaires (Renaissance, DCMP et V.Club) se sont déroulés sous forte tension faisant craindre la propagation des troubles en dehors du stade. Des supporters en furie après une défaite en profitent pour com-



Deni Kambayi

mettre des actes inciviques jusqu'à s'en prendre vertement aux autorités politiques du pays, faisant déplacer le curseur de leurs préoccupations d'ordre sportif sur le champ politique. À quelques jours de la fin constitutionnelle du mandat de Joseph Kabila, d'aucuns redoutent que les troubles d'après-matches n'embrasent la ville sur fond d'une récupération politicienne. La décision est cependant boudée par de nombreux sportifs qui font observer qu'elle pourrait influencer sur la forme des joueurs et des clubs engagés dans des compétitions inter clubs de la CAF dont le go sera donné l'année prochaine. Avec des joueurs en manque de compétition, ces équipes risquent, en effet, de faire piètre figure. Le milieu sportif de la capitale demande au ministre de revoir sa décision au nom de l'efficacité et du bonheur des amoureux du football.

Alain Diasso

DISPARITION

Michel Lady Luya s'en est allé

Une grande perte pour la profession, selon le président de l'Union nationale de la presse congolaise (UNPC).

Michel Lady Luya n'était plus présent dans les milieux des professionnels des médias, encore moins dans les cercles politiques qu'il aimait fréquenter. Le patron de Mirador TV et du journal le Palmarès souffrait en silence et il n'y avait qu'un groupe restreint de ses proches qui était au courant des ennuis de santé qu'éprouvait ce chevronné de la plume. Et lorsqu'on a annoncé son décès le 14 décembre à l'hôpital du Cinquantenaire, beaucoup n'en croyaient pas leurs oreilles. Et pourtant, la veille, deux chaînes de télévision locales ont fait défiler une bande passante annonçant cette disparition brusque. Mais le démenti, apporté par la famille à cette information, assorti de menaces de poursuites contre les chaînes précitées avait suffi pour rassurer les uns et les autres. Mais c'était sans compter avec le coup du destin. Le sort de Michel Lady Luya était, comme qui dirait, déjà scellé.

C'est à l'hôpital du Cinquantenaire qu'il a rendu l'âme laissant éplorée sa famille biologique et professionnelle. « C'est une très grande perte pour la profession parce que Luya était un grand ami. Il m'a adopté quand il débutait la profession et moi aussi je retournais dans la presse. Nous sommes restés liés jusqu'à ce jour où il nous a quittés. Son départ est une grande perte pour la profession (...) », témoigne Kasonge Tshilunde, président de l'UNPC. Divers témoignages mettent un accent particulier sur les qualités professionnelles du disparu, chroniqueur de musique attiré qui s'est mué en patron de presse en gérant avec dextérité trois organes de presse de grande audience, à savoir Mirador TV/Radio, le journal le Palmarès, Visa 2000.

A.D.

MUSIQUE

L'hommage de l'artiste Badi aux femmes victimes de viol en RDC

La chanson «La plus belle pour aller danser» a été enregistrée dans le cadre du projet « Tembeya » dont l'objectif est la scolarisation des enfants nés du viol au Kivu. Le projet a été initié par l'association « Action des femmes pour le développement » (Afedé) en partenariat avec Caritas Goma et AVSD RD Congo.

La présentation du CD a eu lieu le 10 décembre au palais des beaux-arts de Bruxelles (Bozar), au cours d'une conférence presse animée par Maddy Tiembe, présidente de l'Afedé, le rappeur Badibanga Ndeka « Badi », auteur de la chanson, et la graphiste Stéphanie Docq-Cremer qui a conçu la pochette du CD. L'argent récolté dans la vente du CD sera entièrement destiné au projet « Tembeya ». Pour Maddy Tiembe, la réalisation de cet opus est le résultat d'une rencontre humaine, une longue aventure, qui a commencé en 2015, avec une rencontre musicale avec Badi, «une rencontre faite d'émotions», a-t-elle souligné. « On s'est rencontrés au moment où je revenais

du Nord-Kivu à Goma. Il a vu des images d'enfants et de femmes dans des camps de déplacés. Et il a composé cette chanson. Ce projet, c'est la rencontre de ces enfants avec Badi et Stéphanie. Ces enfants que vous ne voyez pas parce qu'on veut respecter leur intimité et leur intégrité. Ces enfants sont sur cette pochette mais ils sont floutés », a fait savoir la présidente de l'Afedé, après avoir expliqué le contexte de création de l'association, ses objectifs ainsi que les activités qui y sont organisées. La chanson contenue dans le CD, a expliqué Maddy Tiembe, contient un message de paix et d'espérance selon lequel les femmes du Congo sont les plus belles pour aller danser. Pour sa part, Badibanga Ndeka, a expliqué qu'en tant qu'artiste, il avait envie de s'engager pour la population de son pays, particulièrement pour les femmes. « Au bout d'un moment, j'en avais un peu ras-le-bol de ce positionnement sur les réseaux sociaux, où tout le monde s'insurge et tout le monde crie. Il faut rester positif. On est en train de parler de quelque chose de grave, mais on peut passer de cette chose grave à du positif grâce à des moyens citoyens et en se mobilisant. Un Congo nouveau est possible, et il a besoin du soutien concret de la diaspora. Pas en like, pas en tweet ou en vidéo sur Youtube, mais en agissant. En tant qu'artiste, je le fais à mon niveau ».



Badi, Maddy Tiembe et Stéphanie Docq-Cremer pendant la conférence de presse

Rester positif malgré le drame

Pour ce qui est du choix du titre de la chanson, il a fait savoir que la première chose qui l'avait touché en regardant les photos et les

vidéos est que les femmes restaient fortes et belles. « Chaque jour, elles se réveillent avec ce sourire et cette envie de vivre et je me suis dit que c'est ça qu'il fallait mettre en avant plutôt que de tomber dans une sorte de misérabilisme. Le message que je voulais envoyer est qu'il faut toujours rester positif. On ne nie pas le drame, mais, malgré ce drame, il y a des personnes qui continuent à survivre et à vivre même ». Le clip de cette chanson, dont l'artiste dit avoir écrit le texte en moins d'une

heure, a été réalisé de manière à mettre en avant les paroles. « Ce que l'on voulait, c'est que les gens retiennent le message de manière assez animée pour casser ce côté misérable et donner quelque chose de coloré et de fort avec de l'espoir », explique Badi. Ce dernier est en pleine préparation de son nouvel album intitulé « Article 15 », qui contiendra également le titre « La plus belle pour aller danser », à côté d'autres titres abordant des thèmes plus globaux.

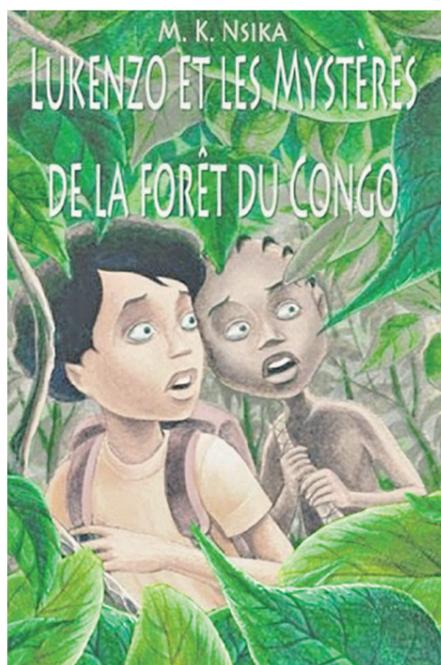
Créée en 2004, l'Afedé se donne pour mission de venir en aide aux femmes vivant en RDC et ailleurs, victimes des violences sexuelles. Pour ce faire, l'association dit lutter pour qu'elles recouvrent leur dignité et leur intégrité et se propose de développer des moyens pour leur redonner le goût de lutter au-delà de la survie. «Elles pourront ainsi devenir des actrices de changement et de développement dans leur communauté, leur région ou leur nation», fait savoir l'Afedé.

Patrick Ndingidi

PARUTION

Makila Nsika publie «Lukenzo et les mystères de la forêt du Congo»

Ce roman d'aventure sorti de la plume de Makila Nsika est aussi une histoire d'amitié, de découverte de la nature sauvage que les enfants auraient du plaisir à se raconter.



La couverture de «Lukenzo et les mystères de la forêt du Congo»

Alors qu'elle s'employait à l'écriture de son roman, Makila Nsika avait à l'esprit de donner à lire aux enfants une histoire qu'ils se raconteraient avec bonheur entre amis. Et, qui, en même temps, les aideraient à parler du Congo, son pays natal, autrement. Dans sa pensée, elle le voulait assez attrayant pour qu'il plaise aux lecteurs de tous les âges quitte à ce qu'il soit « un livre qu'on se passe, qu'on se prête, qu'on partage le soir, avant de dormir ». Amoureuse des livres depuis son enfance, l'auteure

a donc fait en sorte de communiquer, mieux, partager sa passion au travers de Lukenzo et les mystères de la forêt du Congo.

Paru aux éditions CreateSpace Independent Publishing Platform, le livre de Makila Nsika raconte l'aventure passionnante de Lukenzo vécue dans une zone sombre de la forêt équatoriale du Congo. Perdu, à la recherche de son père André, il apprend que ce dernier y court un grave danger. Lukenzo est accompagné de Lutaya, une intrépide Aka qui le guide jusqu'au cœur de la forêt à travers la végétation dense, les marécages et les rivières. Au cours de son étrange aventure, il y fait la rencontre du Mokélé-Mbembé, le dernier des dinosaures. Il découvre alors que les véritables dangers ne sont pas ceux qu'il croyait et que certains mystères doivent rester cachés.

Le récit de «Lukenzo et les mystères de la forêt du Congo» se passe dans un monde inconnu, il mêle découverte de l'autre et message écologique. Il y est question d'aventure mais aussi d'amitié, de découverte de la nature sauvage et des mythes qu'elle peut inspirer à l'instar de celui du Mokélé-Mbembé. Nourrie des témoignages des habitants de la forêt, la légende récolte un certain succès au point d'occasionner des expéditions régulières d'aventuriers venus d'Europe à la quête de ce monstre légendaire. André, le père de Lukenzo est de ceux qui y prennent part.

Nioni Masela

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux

Magazines

Chemises à rabat

Cartes de visite

Dépliants

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo

CHAMPIONNATS DU MONDE DE WUSHU

La fédération congolaise veut créer les conditions pour une meilleure participation

En 2017, la Fédération congolaise de Wushu aura un défi à relever : ramener au moins une médaille, lors des championnats du monde qui vont se dérouler en septembre en Russie. Steve Djibril Kouma, le président de la fédération a dévoilé cette ambition le 10 décembre en marge du conseil fédéral inaugural.

« En septembre 2017, nous allons participer au championnat du monde en Russie et, notre vision n'est pas seulement de participer, mais aussi de glaner au moins une médaille ». La Fédération congolaise de Wushu veut créer toutes les conditions pour atteindre cet objectif. Au mois d'avril prochain, ses dirigeants veulent inviter deux experts chinois pour assurer le perfectionnement de la pratique de cette discipline. « Ce sera notre premier stage pour la saison sportive 2016-2017. C'est le stage avec deux experts chinois. Ils vont venir pour travailler sur deux secteurs, qui sont déjà en train de se développer au Congo : le Naquan qui est la boxe du sud de la Chine et le Sanda, la boxe libre du kung fu wushu. Ils vont essayer d'augmenter le niveau des athlètes congolais sur ce



point », a souligné le président de la fédération.

Outre cette formation, les athlètes congolais pourront bénéficier d'un autre stage de formation cette fois-ci en Chine, en vue de mieux préparer ces cham-

pionnats du monde. Les athlètes qui composeront cette équipe nationale, a indiqué Steve Djibril Kouma, seront retenus au terme de la 3e édition du championnat national qui sera organisé au mois d'août, soit un mois après les

Les conseillers fédéraux en pleine réunion/Adiac

championnats départementaux.

La politique de vulgarisation de la discipline est l'autre chantier, préoccupant les dirigeants de Wushu. Pour atteindre cet objectif, la fédération a prévu des conférences et démonstrations

dans les universités et les écoles d'enseignement général et technique, sans oublier les universités. Le but étant de sensibiliser les étudiants sur les valeurs de Wushu. Steve Djibril Kouma a, par ailleurs, informé les conseillers fédéraux que la fédération africaine de Wushu a l'intention de confier au Congo l'organisation des 7e championnats africains. « Nous avons eu cette proposition par la fédération africaine de Wushu qui a voulu que la 7e édition des championnats d'Afrique se disputent au Congo, parce que géographiquement, Brazzaville se place au centre de l'Afrique. Ce qui peut attirer plusieurs pays qui peuvent arriver facilement et participer massivement auxdits championnats. Par contre, le Sénégal y a postulé. Mais la fédération a préféré que cela se passe au Congo, à cause des infrastructures construites pendant les Jeux africains ».

Enfin, la Fédération congolaise a profité de son tout premier conseil pour compléter les membres de son bureau. David Kiakounda a été élu 3e membre. Martial Etinga et Divine Sobélé complètent le commissariat aux comptes.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Les résultats des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Angleterre, 21^e journée, 2^e division

Sans Prince Oniangue, en phase de reprise, Wolverhampton s'incline à Cardiff (1-2). Avec ce 9e revers de la saison, les Wolves sont 20e avec 22 points. Et seulement 2 longueurs d'avance sur le premier relégué.

France, 8^e de finale de la Coupe de la Ligue

Avant-dernier de Ligue 1, Nantes élimine Montpellier (3-1). Titulaire, Jules Iloki est passeur décisif sur les 2^e et 3^e buts des Canaris : servi dans la surface, il dépose le cuir sur la tête de Sala à la 43^e. Puis, en percussion, il déborde à la 62^e et sert l'Argentin au premier poteau d'un centre au ras du sol. Remplacé à la 76^e, il a marqué des points dans l'esprit du Portugais Sergio Conceição, qui remplace René Girard sur le banc nantais. Dans le camp adverse, Morgan Poaty n'était pas dans le groupe.

Brice Samba est resté sur le banc lors de l'élimination de l'OM par Sochaux (1-1 puis 4-3 aux tirs au but).

France, CFA, 13^e journée Groupe A

Remplaçant, Damien Mayenga est entré à la 75^e minute lors du revers de Bergerac chez la réserve de Rennes (0-1). Les Périgourdins perdent une place et sont troisièmes.

Sans Galcot Youlou Loufoukou, resté sur le banc, Cholet bat Fontenay-le-Comte 2-0. Et prend la deuxième place au classement.

Ronald Bafounta Mampouya n'était pas dans le groupe de Romorantin, large vainqueur de Mantes (3-0).

Dalphin Bassompa était sur le banc lors du revers de Plabennec face à la réserve du PSG (1-2). Jonathan Ikoné Nanitamo était titulaire et a été remplacé à la 81^e.

Groupe B

Brunallergène Etou était titulaire lors du match nul de Drancy à Lille (0-0).

Dieppe et Arras se séparent sur un score vierge. Jean-Bryan Boukaka a joué toute la rencontre.

Sans Dalnath Miatoudila, absent, Viry-Châtillon s'incline sur le terrain de la réserve du Havre (1-2). Teddy Lia Okou n'était pas non plus sur la feuille de marche.

Groupe C

Statu quo entre Montceau et la réserve de Lyon (1-1). Christopher Missilou a joué tout le match, tandis qu'Alan Dzabana est entré à la 77^e. Sans Briphil Nkouma, laissé à disposition de la réserve, Grenoble l'emporte (1-0) à Annecy.

Groupe D

Premier but de la saison pour Juvrel



Jules Iloki, tout à droite, lors de la victoire de Nantes face à Montpellier (Jean-Sébastien Evrard/Afp)

Loumingou, titulaire au milieu lors du succès de Tarbes à Monaco (3-2). L'international U23 a inscrit le second but de son équipe à la 44^e.

Yhoan Andzouana n'était pas dans le groupe de l'ASM. Montpellier coule à Rodez (0-4). Morgan Poaty et Bryan Passi étaient tous deux ali-

gnés en défense. Christian Madédé est resté sur le banc lors de la défaite de l'OM face à Sète (1-2).

Camille Delourme